

tenir. La politique du gouvernement en cette matière sera annoncée, et elle sera annoncée à la Chambre si nous sommes en session. (*Applaudissements*)

Le très hon. M. Diefenbaker: Existe-t-il, à cet égard aussi, un gouvernement parallèle qui donne des conseils de l'extérieur? (*Exclamations*)

M. Donald MacInnis (Cap-Breton-Sud): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au premier ministre une question complémentaire à celle que lui a posée le chef de l'opposition. Le premier ministre a signalé que l'attitude du gouvernement à l'égard de l'entrée de la Chine communiste aux Nations Unies avait été exposée clairement. Ensuite, dans la dernière partie de sa réponse, il a déclaré que l'intention du gouvernement sur cette question serait annoncée. Le premier ministre voudrait-il dire pourquoi, si l'attitude du gouvernement a déjà été déclarée de façon bien nette, il serait nécessaire d'annoncer un changement dans l'attitude du gouvernement?

LES RELATIONS OUVRIÈRES

L'OPPORTUNITÉ D'UNE MESURE LÉGISLATIVE PROTÉGEANT LE DROIT AU PIQUET DE GRÈVE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Vu que certains travailleurs ont été emprisonnés à l'occasion d'un différend entre la *Tilco Plastics Ltd.*, de Peterborough, et ses employés, le premier ministre serait-il disposé à présenter une mesure législative garantissant aux travailleurs du pays les droits fondamentaux concernant le piquet de grève pacifique et les réunions?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, comme il s'agit d'une question très importante et de grande portée, mon ami ne s'attend certainement pas que j'y réponde à l'appel de l'ordre du jour. Le ministre du Travail et moi-même en avons discuté ainsi que de la forme sans laquelle elle s'est présentée et nous continuerons nos consultations à la lumière des événements.

[*Français*]

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

LE CRIME ORGANISÉ AU CANADA

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gérard Laprise (Chapleau): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Justice. Je voudrais [Le très hon. M. Pearson.]

savoir s'il a reçu du nouveau ministre de la justice du Québec une demande en vue de faire la lutte contre le crime organisé?

L'hon. Lucien Cardin (ministre de la Justice): Non, monsieur l'Orateur.

[*Plus tard*]

M. Maurice Allard (Sherbrooke): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Justice.

A la suite de la publication du dernier rapport annuel de la Commission de la police ontarienne, rapport qui reconnaît l'existence d'un syndicat du crime organisé en Ontario, à Québec et ailleurs au Canada, l'honorable ministre songe-t-il, de façon plus définitive, à instituer une Commission royale d'enquête sur le crime organisé en collaboration avec les provinces?

L'hon. M. Cardin: Monsieur l'Orateur, cette question relève du Solliciteur général.

[*Traduction*]

LA CHAMBRE DES COMMUNES

RELÈVEMENT DE TRAITEMENT DES EMPLOYÉS DE LA CATÉGORIE B

A l'appel de l'ordre du jour.

M. L. M. Brand (Saskatoon): Monsieur l'Orateur, j'avais une question à poser au leader de la Chambre mais, en son absence, peut-être pourrais-je l'adresser au premier ministre. Comme on a annoncé que 48,000 employés de la catégorie B bénéficieront prochainement d'un relèvement de traitement au sein de la fonction publique, le gouvernement pourrait-il nous dire si l'on prend des dispositions en vue de s'assurer que les employés de la Chambre des communes qui sont de cette catégorie recevront leurs augmentations avant le congé de la Chambre?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je ne saurais répondre à cette question, car j'ignore à quel moment la Chambre s'ajournera.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES DÉTAILS DE LA VISITE DE M. RONNING AU VIETNAM

A l'appel de l'ordre du jour.

M. W. B. Nesbitt (Oxford): Ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Étant donné que de nombreux rapports nous sont parvenus, ces derniers jours, de sources américaines, notamment de M. George Ball, sous-secrétaire d'État, au sujet du récent voyage au Vietnam de M. Ronning, peut-il donner à la Chambre des renseignements détaillés sur ce qui s'est passé exactement durant cette visite à Hanoi?